

Aujourd'hui nous manifestons dans l'unité pour défendre les libertés publiques, les droits sociaux, le droit du travail, les solidarités, la protection sociale, les retraites, les services publics.

Mais nous ne pouvons pas oublier que ce 1^{er} mai se déroule dans un entre-deux tours de l'élection présidentielle qui ne laisse présager rien de bon pour le monde du travail, pour les salarié-es, les privés d'emploi, la jeunesse et le retraité.

Rien de bon non plus pour le droit des femmes et la défense de l'égalité.

Rien de bon pour celles et ceux qui subissent la mondialisation ultra-libérale et ses guerres.

Rien de bon pour les migrants et les sans-papiers.

Rien de bon pour l'environnement avec les conséquences désastreuses pour un futur toujours plus proches.

En effet la situation sociale, économique, écologique et politique crée un très fort sentiment d'exaspération parmi la population. Les inégalités sociales, l'enrichissement d'une minorité tandis que la majorité est toujours plus exploitée (chômage, précarité, revenus en baisse, droits remis en cause, etc.), la casse des services publics, l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles, l'inefficacité des réponses politiques dans le cadre institutionnel, l'augmentation des impôts des ménages au lieu d'une urgente réforme fiscale, nourrissent ce ras-le-bol.

Le passage en force de la « loi Travail » à coups de 49.3 et de répression policière a alimenté la colère sociale. Tout ceci accroît un discrédit du "politique" accentué par les affaires qui touchent la sphère politico-financière.

Dans ce contexte, loin de répondre à la situation, depuis le début de la campagne électorale nous assistons à une multiplication des propos xénophobes et propositions de reculs sociaux.

Dans ce contexte SOLIDAIRES réaffirme que pas une voix ne doit aller au FN qui base sa politique sur la « préférence nationale », le racisme et le repli nationaliste.

Nous luttons depuis des années contre ce parti et l'extrême droite car ils sont incompatibles avec les valeurs de notre syndicalisme.

Marine Le Pen se présente comme la candidate « antisystème », en défense du « peuple » et des « laissés pour-compte » de la crise, mais le projet politique qu'elle incarne est avant tout celui d'un nationalisme exacerbé qui ne remet en cause ni le capitalisme, ni le libéralisme qui alimentent depuis des années les inégalités et la précarité.

Pas une voix ne doit aller à celle qui dansait, il y a quelques années avec des néo-nazis autrichiens.

Pas une voix à celle qui considère que nos syndicats ne devraient pas exister.

Pas une voix au FN, ce n'est pas une consigne de vote ou de non vote, c'est la nécessité de s'engager pour que le FN régresse. Il faut renvoyer le fascisme dans les cordes.

Pas une voix, c'est dans les jours à venir, militer concrètement pour que le 7 mai il n'y ait pas un bulletin de plus pour Marine Le Pen.

Pas une voix pour le FN c'est aussi s'attaquer à son terreau et donc combattre une politique libérale et répressive.

L'alternative ne peut donc pas être la continuité avec les politiques des précédents gouvernements qui ont conduit à l'exaspération sociale et au renforcement de l'extrême droite : perte d'emploi, dégradations des conditions de travail, remises en cause du droit du travail, attaques contre la protection sociale et les services publics ou encore la poursuite des politiques européennes d'austérité et de libre échange.

Ceux qui prétendent combattre le FN aujourd'hui mais qui organisent ou accompagnent les régressions sociales depuis des années n'ont aucune leçon à donner.

Pour les syndicats SUD-Solidaires, notre 1^{er} mai est résolument antifasciste, anti-libéral et revendicatif.

Celles et ceux qui luttent avant les élections, luttent pendant et continueront après.

Après le 7 mai Nos revendications resteront entières et nous les ferons vivre, nous les défendrons. C'est la valeur de notre indépendance par rapport aux partis politiques et aux pouvoirs. Des mobilisations rapides seront nécessaires pour mettre nos revendications en avant.

- L'abrogation de la loi EL KHOMRI et des lois antisociales.
- La défense des emplois et l'augmentation générale des salaires, des pensions et des minima sociaux
- La défense et la promotion du service public contre l'austérité et la régression sociale...
- La défense de la liberté syndicale, du droit de grève et du droit de manifestation
- L'égalité des droits et des salaires entre les femmes et les hommes
- La reconnaissance d'un véritable droit d'asile et la fin de la situation honteuse dans laquelle sont maintenus des milliers de migrants obligés de fuir leur pays.

Ces revendications ne sont pas des promesses électorales. L'espoir de leur réalisation réside dans nos luttes, et réciproquement, nos luttes vivent avec l'espérance du Progrès Social.

D'ailleurs les luttes ont continué pendant cette année électorale en dépit des discours des candidat-es qui disent porter les espoirs de ceux et celles qui travaillent. Ces résistances montrent que partout des travailleur-euses, du privé, du public continuent à lutter en comptant sur leur propres forces au-delà des promesses de campagne.

C'est le cas en Guyane avec la mobilisation pour changer résolument les conditions actuelles d'absence de développement local, d'inégalité territoriale avec la France métropolitaine et de carences des services publics.

Enfin, n'oublions pas que le Le 1^{er} mai est internationaliste. C'est donc l'occasion d'exprimer notre solidarité avec les peuples et travailleurs/euses de Turquie face au péril dictatorial qui les opprime de plus en plus, avec les syndicalistes de l'éducation du Chili qui luttent contre la répression et contre la marchandisation de l'éducation.

C'est aussi continuer de demander la libération immédiate d'Alexandr Koltchenko et d'Oleg Sentsov condamnés à des années de camps de travail parce qu'ils luttent contre l'oppression exercée par l'Etat russe.

Pour renverser le cours des choses, nous avons un travail de conviction à mener. Mais, plus que la prise de conscience, nous avons besoin d'une prise de confiance.

Le syndicalisme de lutte et de transformation social répond à cela. Il est à renforcer, toujours.

Alors, à très bientôt dans les prochaines mobilisations.